SI LA CULTURE COUTE CHER, ESSAYEZ L'IGNORANCE !

Le 9 juin 2016, le Maire de Grenoble, Eric Piolle et son équipe municipale, annonçaient un "plan de refondation et de sauvegarde des services publics", qui est en réalité un plan d'austérité. Ce plan, au prétexte de baisses de dotations de l'Etat, prévoit sur deux ans la suppression, à la Ville et au Centre Communal d'Action Sociale, de plus de 150 postes, la réorganisation et la disparition de services ainsi que la fermeture d'équipements de proximité. Nous dénonçons ce choix d'une politique d'austérité conduisant à la casse du service et de l'emploi publics.

Nous sommes ici au Salon du Livre, en délégation sur un temps de grève car nous avons décidé, face à l'inflexibilité de notre employeur, de porter notre combat au niveau national. Simultanément, les agents territoriaux de la Ville et du Centre Communal d'action sociale sont en ce moment en grève à Grenoble, le plan d'austérité local impactant tous les services.

Parmi les mesures de ce plan, une attaque sans précédent du réseau de lecture publique grenoblois avec l'annonce de la fermeture de trois bibliothèques situées en quartiers prioritaires et populaires, et la suppression de 13 postes de professionnels.
C'est pourquoi depuis dix mois, le collectif des bibliothécaires en lutte, soutenu par l'intersyndicale CGT-FO-SUD-CNT et les habitant-es s'organisent contre ces mesures antisociales : grèves, pétitions, diffusion de tracts, prises de paroles lors de manifestations publiques, interpellations des Elu-es, rassemblements à chaque conseil municipal, qui ne se tiennent plus que sous présence policière.
Si cette mobilisation ininterrompue et peu commune a permis de maintenir quatre postes et une bibliothèque réduite de moitié, deux bibliothèques restent fermées, leurs collections dépouillées afin de rendre impossible leur réouverture, et ce alors qu'une pétition citoyenne est en cours.

Les choix de notre employeur ne sont motivés que par une logique purement comptable. Nous sommes donc ici présents pour combattre et condamner haut et fort le démantèlement d'un réseau de lecture publique exemplaire à plus d'un titre, qui s'est notamment illustré par la richesse de son maillage territorial. Car, il n'y a pas si longtemps, chaque quartier de Grenoble possédait sa bibliothèque pour permettre à tous un accès facilité au livre et à la connaissance. L'équipement de proximité était ainsi un outil majeur de résorption des inégalités.
Alors que l'augmentation de la population de la ville nécessiterait de créer de nouveaux postes et équipements, la municipalité en supprime.

On ne peut que déplorer que les bibliothèques et la culture soient l'une des premières cibles des autorités locales lorsqu'il est question de faire des économies. Nous souscrivons pleinement à l'analyse du sociologue de la culture Bernard LAHIRE lorsqu'il déclare : "*Le souci des dépenses publiques devrait faire réfléchir les responsables politiques sur le type de société que les choix budgétaires engagent. Fermer des bibliothèques est un choix très lourd de conséquences dans une société démocratique. Ceux qui pratiquent ce genre de politique savent malheureusement très bien que les populations qui en souffriraient objectivement le plus ne descendront pas forcément en masse dans les rues pour protester. L'absence de moyens dans la culture comme dans l'éducation ne se paye que plusieurs années, et même plusieurs dizaines d'années après. Les effets d'une diminution des moyens dans ces domaines ne s'évaluent pas aussi facilement et directement que ceux de la pauvreté économique ou de la guerre. Et c'est cette invisibilité immédiate des conséquences qui explique que ces secteurs soient si souvent victimes de coupes budgétaires. On pourrait toutefois espérer de la part des responsables politiques des visions à moins courtes vues*."

Penser les politiques culturelles et la lecture publique relève d'un choix politique que certaines collectivités soumises aux mêmes baisses de dotations de l'Etat n'ont pas hésité à faire en ouvrant de nouveaux équipements.

A Grenoble, la fermeture de bibliothèques dans des quartiers populaires a déjà des conséquences lourdement dommageables pour nos concitoyens les plus fragiles. L'acte de lire ne se décrète pas, susciter le désir de lecture est un travail de longue haleine. Priver les populations des quartiers populaires et prioritaires d'équipements de proximité, c'est renforcer l'éloignement du livre et de la culture, c'est amplifier davantage la relégation d'une partie des citoyens.
Nous savons aussi combien les barrières psychologiques, symboliques, le sentiment "d'indignité culturelle" dont sont victimes ces populations rendent impossible leur déplacement vers des établissements éloignés de chez eux. Et les bibliothèques de Grenoble ont beau être labélisées Bibliothèques numériques de références, le numérique ne remplacera jamais ces lieux de vie que sont les bibliothèques. Des lieux à la croisée du social, du culturel et de l'éducatif qui permettent le maintien du vivre ensemble et de la cohésion sociale.
La bibliothèque est un élément incontournable des politiques publiques de la culture. Elle reste l'instrument essentiel du projet de démocratisation culturelle et incarne le principe d'égalité, un des fondements de notre République. Elle est un bien commun, un acteur indispensable dans la formation de l'esprit critique.
Ces enjeux font pleinement partie de notre combat.

Les choix de la municipalité de Grenoble ont aussi des conséquences sur l'exercice de notre métier et sur nos conditions de travail.
Comme nos collègues du collectif "Debout les bibs", nous faisons le constat que la dégradation de nos conditions de travail est une réalité partagée par bon nombre de professionnels. Le mal-être et la colère s'amplifient : sous-effectifs, fonctionnement à flux tendu, désorganisation du travail, non reconduction des contractuels, conditions matérielles en décrépitude, …, c'est le quotidien de beaucoup d'entre nous. En témoignent les nombreux conflits sociaux survenus ces derniers mois dans bon nombre de villes de l'hexagone dans le monde des médiathèques.

Nous ne sommes pas une "masse salariale" qu'il faut dégrossir, mais des agents qui œuvrent pour l'intérêt de toutes et tous. Les métiers de la Fonction publique sont des professions d'engagement, socialement utiles à la population et à la collectivité. C'est pourquoi nous nous rendrons aujourd'hui au Ministère de la Fonction publique pour dénoncer ces mesures néfastes pour l'exercice de nos missions d'agents publics.

Le Service public représente un enjeu d'intérêt général ; il dépasse la seule question de la rentabilité, discours récurrent auquel nous n'adhérons pas. La logique libérale, appliquée par la gauche comme par la droite, au nom d'arguments qui évacuent le sens et l'humain, précarise citoyens et professionnels. Cette austérité budgétaire érigée en pensée unique, est dévastatrice.

Nous restons déterminé-es, au niveau local, jusqu'à la victoire.
Au niveau national, nous invitons nos collègues à constituer un espace de débat afin de nous préparer pour faire face aux attaques, présentes et à venir, de notre statut, de nos fonctions et nos métiers.
Les services publics sont le bien commun.
Défendons- le, au local comme au national.

LUTTER, SE BATTRE ET GAGNER ENSEMBLE !